



<http://www.tresor.cgt.fr>

Chroniques de la

Gazette du

Trésor



## Cadeaux Généreux pour Tous

### Bilan de l'année 2004 au MINEFI après le passage des ministres MER et SARKOZY :

- *Remise en cause des missions du ministère :*

Réforme de la redevance, mise en œuvre de modalités de traitements industriels (centres d'encaissement, centres d'appel téléphonique...), restructurations de services (centres des impôts et recettes à la DGI...).

- *Poursuites et accélérations des suppressions d'emploi :*

Ainsi, pour cette année, sur un total de 10 211 suppressions d'emplois prévues dans l'ensemble de la fonction publique d'état, le ministre du MINEFI « cotise » à hauteur de 2 210 suppressions, se plaçant ainsi comme le champion toutes catégories en matière de suppressions d'emplois .

- *Les réformes en cours :*

Les restructurations et la contraction des réseaux sont poursuivies ainsi que l'émiettement de la Centrale sans que jamais la moindre évaluation du point de vue de la qualité du service public rendu ne soit faite.

- *Les droits et garanties des personnels :*

Suppression du droit de grève pour les agents de la surveillance a la Douane et la stricte application de la retenue pour grève du 30eme indivisible.

Ajoutons la volonté clairement exprimée de la rémunération et de la promotion au mérite selon des critères opaques autorisant toutes les dérives.

## **QUELQUES RAPPELS :**

- Pouvoir d'achat de la valeur du point (du 1/1/2000 au 31/10/2004)  
Indice hors tabac : - 4,89 %  
Indice avec tabac : - 5,93 %
- Perte cumulée sur la période  
L'équivalent en pouvoir d'achat de un mois a un mois et demi de salaire selon les catégories
- Bas de la grille :  
Au début de l'échelle 2, il faut trois ans pour gagner environ 17 euros mensuels bruts.
- Catégorie A : 95 % de la catégorie A a des rémunérations comprises entre 1,32 et 3,12 fois le salaire minimum

## **SUR QUELQUES ECHEANCES :**

- 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005

Jusqu'à - 1% de pouvoir d'achat avec le prélèvement du régime additionnel et -0,16 % avec l'amputation de la CSG et de la CRDS

- 1<sup>ER</sup> JUILLET 2005

L'unification des SMIC conduirait, si rien n'est fait, le traitement du début de la catégorie B a n'être que 4 % au dessus de celui-ci .

## **SUR LE FINANCEMENT :**

- Qui paye quoi ?

D'après le ministre, les revendications des syndicats coûteraient 174 euros par an et par Français. Les exonérations de cotisations patronales, c'est 350 euros par an et par Français. Les nouveaux allègements fiscaux accordés aux entreprises de 2002 a 2005, c'est 110 euros par an et par Français.

- Le coût de la Fonction publique :

De 1983 à 2003, le budget de la Fonction Publique de l'Etat est passé de 26,9% à 17,9% du PIB. Si durant la même période, la part de la Fonction Publique d'Etat avait été simplement maintenue les dépenses induites (salaires et pensions) seraient passées de 39,3% du budget de l'Etat à 26,9 %.

### **Pauvreté : ça ne s'arrange pas...**

Tous les indicateurs permettant de mesurer que la précarité sociale et la pauvreté sont à la hausse.

Le nombre de Rmistes proche de 1,2 million n'a jamais été aussi élevé . Et il s'accroît à un rythme accéléré : + 1,4% en 2002, + 4,9 % en 2003, + 10,5 % entre juin 2003 et juin 2004.

Le nombre de dossiers de surendettement explose : + 22 % sur les 6 premiers mois de 2004 par rapport à 2003.

En France, l'INSEE fixe le seuil de pauvreté à 50 % du salaire moyen . Selon ces critères, en 2001, 3,4 millions de personnes et 6,1 % de la population sont sous ce seuil. Mais, avec les critères européens, ce sont 7,1 millions de personnes et 12,4% de la population qui sont considérés comme pauvres.

Ce qui met la France à un niveau équivalent aux Etats-Unis, tout juste en dessous de l'Italie (13 %) et pas très loin du Portugal (15 %).

### **...même pour les salariés**

C'est le constat dressé par le Secours catholique dans son rapport annuel 2003 remis le 16 novembre à Jean-Pierre Raffarin : 74 % des 690 600 personnes en grande pauvreté accueillies l'an dernier par l'association ont un emploi précaire, 3 fois plus que la moyenne nationale .

Ces petits contrats (Intérim, temps partiel, CDD, emplois aides...) leur fournissent un revenu moyen de 540 euros par mois, bien inférieur au seuil de pauvreté.

## **ASSURANCE MALADIE : L'UMP travaille pour les assureurs !**

Le débat sur le projet de loi de réforme de l'assurance maladie donne aux élus de droite l'occasion –manifestement programmée– d'en rajouter.

Ainsi, un amendement UMP (adopté) impose que le financement d'une couverture supplémentaire santé, pour les assurés qui n'en disposent pas, puisse se faire à l'aide des fonds sociaux des caisses de sécurité sociale, Autrement dit, ces fonds, destinés à financer les actions sociales (complément APA, aides ménagères, logements...) et provenant des cotisations des assurés sociaux pourraient dorénavant être reversés à des assureurs privés, y compris à but lucratif, pour des acquisitions de couvertures complémentaires !

## **RETRAITÉS DE 2004 ; 83 % de taux de remplacement dans le privé, 76 % pour les agents de l'Etat**

Une étude de la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES) portant sur des salariés ayant effectué des carrières complètes dans le privé et le public arrive à ce constat, qui ne correspond pas au bourrage de crâne gouvernemental accompagné par certains syndicalistes. Cela correspond en revanche à ce qu'a écrit la CGT.

La même étude confirme clairement que les réformes de 1993 (Veil-Balladur) et de 2003 (loi Fillon) vont rapidement produire, dès les années qui viennent, de fortes baisses de taux de remplacement.

Elle montre enfin que, si les femmes disposent d'un taux inférieur à celui des hommes, cette différence est moins importante dans la Fonction publique. Ce qui va changer avec la réforme de 2003, particulièrement défavorable pour les femmes fonctionnaires.

### **Malgré tout ...**



# **Joyeuses Fêtes**

et

# **Bonne Année 2005**

**Syndicat National du Trésor CGT – section MOSELLE**